



**POULLAOUËN**

**Finistère**

# PLAN LOCAL D'URBANISME

## RÉVISION

**Droit de Préemption Urbain**

Arrêté le : 28 mars 2007  
Approuvé le : 22 septembre 2008  
Rendu exécutoire le : 10 novembre 2008

**Siège Social Brest** : 7 Rue Le Reun - 29480 LE RELECQ KERHUON - Tél : **02 98 28 13 16** - Fax : **02 98 28 30 12**

**Agence Saint-Brieuc** : 12 Rue du Point du Jour ZA La Ville Auvray - 22590 PORDIC - Tél **02 96 58 28 74** - **02 96 58 28 15**

**GÉOLITT** : Adresse postale - 7 Rue Le Reun - 29480 LE RELECQ KERHUON - [geolitt@wanadoo.fr](mailto:geolitt@wanadoo.fr)

Société Cécile FEREC. S.A.R.L. unipersonnelle - capital 8 000 euros - R.C.S. Brest : B 382 133 809 - NAF 742C - Siret N° 382 133 809 00030 N° TVA intracommunautaire : FR523821339809

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil huit, le vingt deux septembre,  
Le conseil municipal de la commune de Poullaouen,  
Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,  
A la Mairie, sous la présidence de Monsieur Didier GOUBIL, Maire.

**Date de la convocation** : 11 septembre 2008

**Présents** : M GOUBIL – MME LE HENAFF – MME MOISAN – M Alain ROUX – M FIGUIER – M  
LOSSOUARN – MME LE GALL – M Frédéric LE GUELLAFF – M GRANNEC – MME JEGOU – M  
Christian LE ROUX – MME SALIOU – M Philippe GUELLAFF – MME TANGUY.

**Absents** : Régine LE ROUX.

Nb de conseillers en exercice : 15    Nb de présents : 14    Nb de votants : 14

### **OBJET** : INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAINE (D.P.U.)

Cette délibération annule et remplace celle prise le 28 janvier 2008.

L'article 211-1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme rendu public ou approuvé d'instituer un droit de préemption sur tout ou parties de zones urbaines ou d'urbanisation future.

Monsieur le Maire précise que suite à l'approbation du PLU, il y a lieu de délibérer afin d'instituer un droit de préemption urbain.

Le Conseil Municipal :

Considérant qu'il est dans l'intérêt général de la commune :

- de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs,
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti,
- de lutter contre l'insalubrité.

Et donc de constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation de ces opérations,

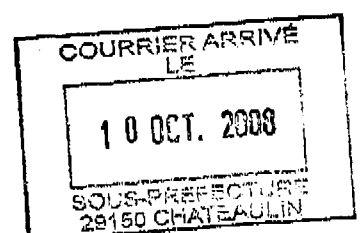
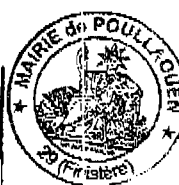
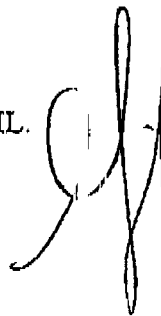
Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide d'instituer le droit de préemption urbain (DPU) sur la totalité des zones urbaines (zones U) ou à urbanisation future (zones AU) du Plan Local d'Urbanisme,
  - donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Locales,
  - précise que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux :
    - o Le Télégramme,
    - o Ouest France,
  - précise que le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier du PLU conformément à l'article R 123-13-4 du Code de l'Urbanisme,
  - précise qu'une copie de la délibération sera transmise à :
    - o Monsieur le Sous-préfet,
    - o Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux du Finistère,
    - o Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
    - o La Chambre constituée près du Tribunal de Grande Instance,
    - o Au Greffe du même tribunal.
- Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du Code de l'urbanisme.

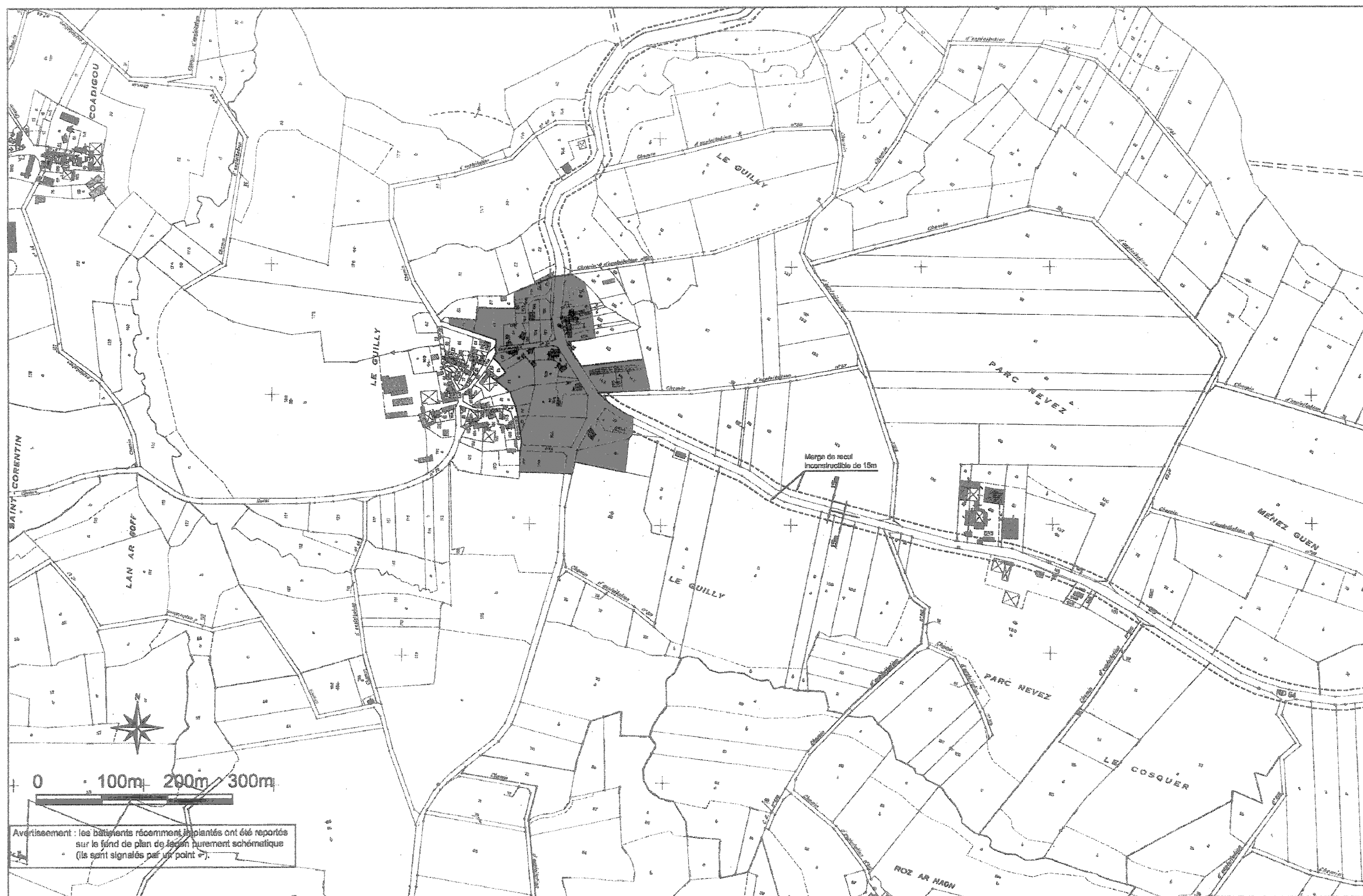
Pour copie conforme,

Le Maire,

D. GOUBIL.













## DROIT DE PREEMPTION URBAIN

